

tenue sous la présidence de Madame CHAUVET, assisté(e)
de Madame MARTEL et Madame KUBOTA, Conseillères
En présence de Monsieur GUILLOTEAU, Rapporteur public
Madame CHAUVET, Greffière

09 heures 15

01)	DOSSIER N° 2418110	RAPPORTEURE: Madame Claire CHAUVET
Titre de l'affaire OQTF 6 MOIS AVEC IRTF - Décision du préfet de la Loire-Atlantique du 23-10-2024		
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Nodar	Représentants des parties Maître DAHANI Nejma
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
02)	DOSSIER N° 2419147	RAPPORTEURE: Madame Claire CHAUVET
Titre de l'affaire OQTF 6 MOIS - Décision du préfet de Loire-Atlantique du 23-10-2024		
Demandeur	Nom des parties Madame . Marina	Représentants des parties Maître DAHANI Nejma
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
03)	DOSSIER N° 2419148	RAPPORTEURE: Madame Claire CHAUVET
Titre de l'affaire OQTF 6 MOIS - Décision du préfet de Loire-Atlantique du 23-10-2024		
Demandeur	Nom des parties Madame . Galina	Représentants des parties Maître DAHANI Nejma
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

09 heures 15

04)	DOSSIER N° 2419206	RAPPORTEURE: Madame Claire CHAUVET
Titre de l'affaire OQTF 6 MOIS - Décision du préfet de Loire-Atlantique du 23-10-2024		
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Giorigi	Représentants des parties Maître DAHANI Nejma
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
05)	DOSSIER N° 2418656	RAPPORTEURE: Madame Claire CHAUVET
Titre de l'affaire OQTF 6 MOIS ET REFUS DE SEJOUR - Décision du préfet du Maine-et-Loire du 02-08-2024		
Demandeur	Nom des parties Madame . Nicole	Représentants des parties Maître KADDOURI Hamid
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE	
06)	DOSSIER N° 2418999	RAPPORTEURE: Madame Claire CHAUVET
Titre de l'affaire OQTF 6 MOIS - Décision du préfet de Loire-Atlantique du 27-09-2024		
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Mohamed	Représentants des parties Maître RODRIGUES DEVESAS Stéphanie
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
07)	DOSSIER N° 2405998	RAPPORTEURE: Madame Claire CHAUVET
Titre de l'affaire OQTF 3 MOIS - Décision du préfet de Loire-Atlantique du 14-03-2024		
Demandeur	Nom des parties Madame . Fatiha	Représentants des parties SELARL R & P AVOCATS - OLIVIER RENARD
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

09 heures 15

08)	DOSSIER N° 2417258	RAPPORTEURE: Madame Claire CHAUVET
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS - Décision du préfet de la Sarthe du 10-10-2024	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur . Mehmet	Maître MEDJBER Linda
Défendeur	PREFECTURE DE LA SARTHE	
09)	DOSSIER N° 2310033	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	Police Générale : Recours indemnitaire pour préjudices subis d'un montant de 29 944,98 euros lors des manifestations des gilets jaunes en 2019	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SMACL ASSURANCES SA	SJM AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE DE LA SARTHE	
10)	DOSSIER N° 2307794	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	POLICE - L'arrêté n° 2023-CAB-13 en date du 3 avril 2023 pris par le Préfet de Loire-Atlantique portant interdiction temporaire de port et transport d'objets pouvant constituer une arme par destination	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME	AARPI ANDOTTE AVOCATS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

09 heures 15

11)	DOSSIER N° 2512563	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	POLICE - Contestation de l'arrêté municipal n° 20250630_PM_AM_081 du 20 juin 2025 portant sur la réglementation de la police et la sécurité des plages du Maire de L'AIGUILLON LA-PRESQU'ÎLE	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SARL OH PIRATES Monsieur . Jefferson	Maître PAYNEAU Hélène Maître PAYNEAU Hélène
Défendeur	COMMUNE DE L'AIGUILLON LA PRESQU'ILE	MAUDET-CAMUS AVOCATS
12)	DOSSIER N° 2512558	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	POLICE - Contestation de l'arrêté municipal n° 2025.318 du 18 juillet 2025 portant sur la police, réglementation et surveillance des plages émanant du Maire de SAINT- HILAIRE-DE-RIEZ	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SARL OH PIRATES . Jefferson	Maître PAYNEAU Hélène Maître PAYNEAU Hélène
Défendeur	COMMUNE DE SAINT HILAIRE DE RIEZ	GOUTAL ALIBERT & ASSOCIES
13)	DOSSIER N° 2512704	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	POLICE - Demande d'annuler l'arrêté municipal n° PM/75/2025 du 15 juillet 2025 portant sur la réglementation de la vente ambulante sur le secteur de la plage du Veillon du Maire de TALMONT-SAINT-HILAIRE	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SARL OH PIRATES Monsieur . Jefferson	Maître PAYNEAU Hélène Maître PAYNEAU Hélène
Défendeur	COMMUNE DE TALMONT SAINT HILAIRE	ATLANTIC JURIS

09 heures 15

14)	DOSSIER N° 2307699	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire Etranger : Refus de titre étranger malade		
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Mahamat Tahir	Représentants des parties Maître GUERIN Anne-Carole
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
15)	DOSSIER N° 2307903	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire ETRANGERS- Décision du préfet de Loire-Atlantique du 06-04-2023 portant sur un refus de titre de séjour		
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Arona	Représentants des parties SELARL DESMARS BELONCLE BARZ CABIOCH
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
16)	DOSSIER N° 2308201	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire ETRANGERS - Décision du préfet de la Loire Atlantique du 13-04-2023 portant refus de séjour		
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Temur	Représentants des parties Maître PRELAUD Clara
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

09 heures 15

17)	DOSSIER N° 2515925	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	ETRANGERS - Contestation de la décision implicite de la préfecture de Loire-Atlantique de refus de délivrance d'un récépissé de demande de renouvellement de titre de séjour à l'égard de Monsieur Alie JALLOH née le 15 juillet 2025	
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Alie	Représentants des parties Maître POULARD Emmanuelle
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
18)	DOSSIER N° 2402184	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision explicite du 18/12/2023 (rejet)	
Demandeur	Nom des parties Madame . ÉP . CLOE MEDINA	Représentants des parties Maître LOUIS Percy (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
19)	DOSSIER N° 2402532	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	NATURALISATION _ Décision explicite du 14/12/2023 (ajournement à deux ans)	
Demandeur	Nom des parties Madame . Makhfoula	Représentants des parties Maître SABALY Hamadou (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
20)	DOSSIER N° 2402922	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision explicite du 4/10/2023 (ajournement à 4 ans)	
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Abdoulaye	Représentants des parties Maître DEWAELE Emilie
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 15

21)	DOSSIER N° 2403193	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire NATURALISATION - Décision du MI du 09.01.2024 portant ajournement à deux ans		
Nom des parties		
Demandeur	Monsieur . Emad	Représentants des parties Maître ALEXANDRE ANTHONY
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
22)	DOSSIER N° 2403461	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire NATURALISATION - Décision du MI du 22,02,2024 portant ajournement		
Nom des parties		
Demandeur	Madame . Ava	Représentants des parties Maître RAAD Noura
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
23)	DOSSIER N° 2403662	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire NATURALISATION - décision du Mi du 03-05-2023 portant un ajournement à deux ans à compter du 14 09 2022		
Nom des parties		
Demandeur	Madame . Alla	Représentants des parties Maître CADOUX Eloïse (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
24)	DOSSIER N° 2403778	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire NATURALISATION - Décision du préfet de Haute Savoie du 31,05,2023 - Décision implicite de rejet du MI		
Nom des parties		
Demandeur	Monsieur . Ibrahim Armel	Représentants des parties Maître BLANC Michèle
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 15

25)	DOSSIER N° 2403856	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	NATURALISATION - décision implicite du Ministre de l'Intérieur rejetant le RAPO de M. du 02.10.2023 et confirmé ainsi la décision en date du 31.07.2023 du préfet de Seine-et-Marne ajournant de deux ans la demande de naturalisation	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Benoît	CABINET COLL
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
26)	DOSSIER N° 2403858	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	NATURALISATION _ Décision implicite de rejet née le 02/10/2023 (ajournement à deux ans)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . ÉPOUSE . Inès	CABINET COLL
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
27)	DOSSIER N° 2403923	RAPPORTEURE: Madame Claire MARTEL
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision du 14-02-2024 prise par le MI	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . Musrat	Maître COLLET Stella (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 15

28)	DOSSIER N° 2305145	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Demande d'annuler la décision implicite de rejet du recours préalable indemnitaire du 21-02-2023 et de condamner le MI à verser la somme de 69 202,25 euros	
Demandeur	Nom des parties Monsieur . adrien	Représentants des parties SELARL 333
Défendeur	MINISTRE DE L'INTERIEUR CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
29)	DOSSIER N° 2306705	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - CIRCULATION - Arrêté municipal du 23.01.2013 limitant la vitesse à 30 km/h sur l'ensemble de l'agglomération de la commune de l'Huisserie	
Demandeur	Nom des parties Monsieur . Philippe	Représentants des parties Monsieur . Philippe
Défendeur	COMMUNE DE L'HUISSERIE	
30)	DOSSIER N° 2406763	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser à la requérante la somme de 308 028 euros, sous réserve de consolidation, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable, au titre des dommages qu'elle a subis à l'occasion du mouvement dit « gilets jaunes », en 2018 et 2019, dans le département de la Sarthe	
Demandeur	Nom des parties Monsieur le directeur général SOCIETE COFIROUTE	Représentants des parties WILLKIE, FARR ET GALLAGHER LLP
Défendeur	PREFECTURE DE LA SARTHE MINISTRE DE L'INTERIEUR MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS	

09 heures 15

31)	DOSSIER N° 2406765	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser à la requérante la somme de 414 192 euros, sous réserve de consolidation, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable, au titre des dommages qu'elle a subis à l'occasion du mouvement dit « gilets jaunes », en 2018 et 2019, dans le département de la Loire-Atlantique	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur le directeur général SOCIETE COFIROUTE	WILLKIE, FARR ET GALLAGHER LLP
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS MINISTRE DE L'INTERIEUR	
32)	DOSSIER N° 2406767	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser à la requérante la somme de 108 522 euros, sous réserve de consolidation, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable, au titre des dommages qu'elle a subis à l'occasion du mouvement dit « gilets jaunes », en 2018 et 2019, dans le département du Maine-et-Loire.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur le directeur général SOCIETE COFIROUTE	WILLKIE, FARR ET GALLAGHER LLP
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE MINISTRE DE L'INTERIEUR MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS	

09 heures 15

33)	DOSSIER N° 2406769	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser à la requérante la somme de 344 858 euros, sous réserve de consolidation, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable, au titre des dommages qu'elle a subis à l'occasion du mouvement dit « gilets jaunes », en 2018 et 2019, dans le département de la Mayenne	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur le directeur général SOCIETE COFIROUTE	WILLKIE, FARR ET GALLAGHER LLP
Défendeur	PREFECTURE DE LA MAYENNE MINISTRE DE L'INTERIEUR MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS	
34)	DOSSIER N° 2406774	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser à la requérante la somme de 320 876 euros, sous réserve de consolidation, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable, au titre des dommages qu'elle a subis à l'occasion du mouvement dit « gilets jaunes », en 2018 et 2019, dans le département de la Loire-Atlantique	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	M. le prés. directeur général SOCIETE ASF	WILLKIE, FARR ET GALLAGHER LLP
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE MINISTRE DE L'INTERIEUR MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS	

09 heures 15

35)	DOSSIER N° 2406776	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser à la requérante la somme de 303 165 euros, sous réserve de consolidation, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable, au titre des dommages qu'elle a subis à l'occasion du mouvement dit « gilets jaunes », en 2018 et 2019, dans le département du Maine-et-Loire	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	M. le prés. directeur général SOCIETE ASF	WILLKIE, FARR ET GALLAGHER LLP
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE MINISTRE DE L'INTERIEUR MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS	
36)	DOSSIER N° 2406778	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser à la requérante la somme de 87 910 euros, sous réserve de consolidation, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable, au titre des dommages qu'elle a subis à l'occasion du mouvement dit « gilets jaunes », en 2018 et 2019, dans le département de la Sarthe	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	M. le prés. directeur général SOCIETE ASF	WILLKIE, FARR ET GALLAGHER LLP
Défendeur	PREFECTURE DE LA SARTHE MINISTRE DE L'INTERIEUR MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS	

09 heures 15

37)	DOSSIER N° 2406779	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser à la requérante la somme de 296 328 euros, sous réserve de consolidation, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable, au titre des dommages qu'elle a subis à l'occasion du mouvement dit « gilets jaunes », en 2018 et 2019, dans le département de la Vendée	
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
Défendeur	M. le prés. directeur général SOCIETE ASF PREFECTURE DE LA VENDEE MINISTRE DE L'INTERIEUR MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS	WILLKIE, FARR ET GALLAGHER LLP
38)	DOSSIER N° 2410203	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - RECOURS INDEMNITAIRE d'un montant de 544 403,60 orrespondant au montant des dommages matériels et pertes de recettes subis sur le district du MAINE qui se trouve sur le territoire de la préfecture de la SARTHE, à la compagnie SMA SA au titre du contrat souscrit en coassurance	
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
Défendeur	SMA SA PREFECTURE DE LA SARTHE	SCP EVELYNE NABA ET ASSOCIES (Cour)
39)	DOSSIER N° 2410204	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - RECOURS INDEMNITAIRE - comdamner à verser la somme de 876.358,19 €, correspondant au montant des dommages matériels et pertes de recettes subis sur les districts ANJOU ATLANTIQUE et PAYS DE LA LOIRE qui se trouve sur le territoire de la préfecture de MAINE-ET-LOIRE, à la compagnie SMA SA au titre du contrat souscrit en coassurance	
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
Défendeur	SMA SA PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE	SCP EVELYNE NABA ET ASSOCIES (Cour)

09 heures 15

40)	DOSSIER N° 2410224	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	POLICE - Recours indemnitaire - demande à verser la somme de 691.270 €, correspondant au montant des dommages matériels et pertes de recettes subis sur le district de VENDÉE qui se trouve sur le territoire de la préfecture de la VENDÉE, à la compagnie SMA SA au titre du contrat souscrit en coassurance	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SMA SA	SCP EVELYNE NABA ET ASSOCIES (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA VENDEE	
41)	DOSSIER N° 2403051	RAPPORTEURE: Madame Justine-Kozue KUBOTA
Titre de l'affaire	Renvoi par le TA de Paris de la requête tendant à la condamnation de l'Etat à verser la somme de 85 000 000 euros, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de la demande préalable le 16 décembre 2020, au titre des dommages subis par ses assurées à l'occasion du mouvement dit des « gilets jaunes », dont 2 112 032 euros pour les départements de la Vendée, de la Sarthe et de Maine-et-Loire .	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur le président SOCIETE SMA	SCP EVELYNE NABA ET ASSOCIES (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE PREFECTURE DE LA VENDEE PREFECTURE DE LA SARTHE MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS	

Arrêté le 18/06/2026

Le président du tribunal